

N° 5459/SG

PARIS, le 8 avril 2010

Le Premier ministre

à

*Madame et Monsieur les Ministres d'Etat,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Secrétaires d'Etat,*

Objet : Évolution de la charte graphique gouvernementale - déclinaison territoriale
PJ : une annexe

La réforme de l'administration territoriale de l'Etat mise en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2010 se traduit par une profonde évolution de l'organisation des services de l'Etat aux niveaux régional et départemental.

Afin que cette évolution soit mieux perçue par nos concitoyens, il importe d'adapter certains principes de la charte graphique gouvernementale actuellement en vigueur pour les services territoriaux de l'Etat.

Tel est l'objet de la présente instruction.

La place du préfet, au cœur du dispositif régional et départemental, est réaffirmée par l'utilisation du terme « Préfet » sur les supports de communication et d'information. Cet intitulé affirme le rôle interministériel du représentant de l'État et s'inspire du précédent « Premier ministre » utilisé pour identifier les services du Premier Ministre. Il se substitue à l'intitulé « Préfecture », actuellement utilisé.

Les aménagements apportés à la charte graphique gouvernementale obéissent à une approche fonctionnelle ; une même structure pourra être amenée à utiliser des en-têtes différents, selon l'autorité au nom de laquelle elle agit.

Les déclinaisons territoriales de la charte graphique gouvernementale prendront les formes suivantes.

LA PAPETERIE

- En en-tête figure l'identifiant du gouvernement (la Marianne tricolore), accompagné de l'intitulé de l'autorité compétente pour la mission concernée au nom de laquelle la lettre ou le document est envoyé (sous forme typographique) ;

- Dans la colonne de gauche figure l'intitulé du service, administratif ou technique, chargé de la mise en œuvre de la compétence, en précisant la zone géographique concernée (si celle-ci n'est pas déjà mentionnée dans l'intitulé de l'autorité compétente identifiée en en-tête). Cet intitulé pourra se décliner pour le responsable de l'entité, quand celui s'exprime en son propre nom ;

- *Au-dessus de la signature est indiquée la mention de la délégation (sauf dans le cas où le signataire, responsable de l'entité précisée dans la colonne de gauche, s'exprime en son nom propre) et la qualité du signataire (ex. « Pour le préfet et par délégation, le directeur départemental des territoires », signé X, avec le prénom et le nom en toutes lettres en dessous) ;*

- *En bas de page sont précisées les coordonnées de l'autorité à laquelle répond la personne recevant le courrier.*

Seul l'identifiant gouvernemental peut être associé à l'émetteur, que ce soit au niveau de l'autorité compétente pour la mission concernée, ou de l'autorité à qui la compétence a été déléguée. Dans le cas où l'autorité compétente est un ministère, l'intitulé placé sous l'identifiant gouvernemental devra être sous forme typographique, sans reprise du logotype quand il y en a un.

LES OUTILS DE COMMUNICATION

Ils comprennent tous les supports de communication, papier ou numérique (sites Internet) sur lesquels l'Etat est considéré comme l'émetteur de l'information.

Le bloc marque comporte l'identifiant gouvernemental, accompagné de l'intitulé de l'autorité compétente pour la mission concernée, sans précision de l'autorité à qui la compétence a été déléguée, ou du service chargé de sa mise en oeuvre.

Seul l'identifiant gouvernemental peut être associé à l'émetteur que ce soit au niveau de l'autorité compétente pour la mission concernée, ou de l'autorité à qui la compétence a été déléguée. Aucun visuel ou univers graphique ne doit venir en accompagnement. Néanmoins, dans un souci d'identification des services, pour les outils de communication interne, il est possible d'envisager un univers graphique (utilisation d'un code couleur par exemple), sans que celui-ci ne soit associé à un visuel ou à un logotype fonctionnant avec l'intitulé de l'émetteur.

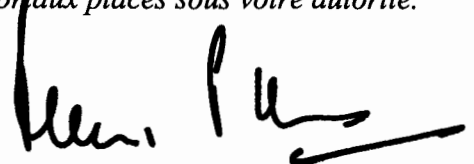
Au-delà de ces précisions et pour le détail des modalités d'application (police, articulation dans l'espace, couleur...), il convient de se référer à la charte graphique actuelle que vous trouverez sur le site Actusig.

Les documents joints en annexe illustrent les principes de la nouvelle présentation.

Les dispositions de la présente instruction sont applicables au plus tard dans le délai de trois mois afin de permettre l'épuisement des stocks des documents pré imprimés encore disponibles.

Votre attention est appelée sur la nécessité d'utiliser d'ores et déjà la nouvelle charte graphique sur les sites Internet des services territoriaux et de créer un lien vers le portail du gouvernement (gouvernement.fr).

Je vous demande de me rendre compte le 15 juin prochain, sous le timbre du Service d'information du Gouvernement, de la mise en oeuvre de ces nouvelles dispositions qui devront être portées par vos soins à la connaissance des services territoriaux placés sous votre autorité.



François FILLON

Évolution de la charte graphique gouvernementale

Projet de charte de l'administration territoriale
(selon les principes de la charte gouvernementale)
Avril 2010

Projet de charte de l'administration territoriale

Évolution de la charte graphique :

- Pour la papeterie
- Pour les outils de communication

Deux principes à retenir :

- Une approche fonctionnelle : en en-tête pour la papeterie, et dans le bloc-marque pour les outils de communication, faire figurer l'autorité fonctionnelle au nom de laquelle le document est émis.
- Dans la plupart des cas, ce sera le préfet, placé au cœur du dispositif régional ou départemental : c'est désormais l'intitulé "préfet " qui sera utilisé pour représenter les services de l'Etat au niveau local.

Première partie : Papeterie

- **en en-tête** : l'identifiant gouvernemental, accompagné de l'intitulé de l'autorité compétente pour la mission concernée, au nom de laquelle la lettre ou le document est envoyé (sous forme typographique)
- **dans la colonne de gauche** : l'intitulé du service, administratif ou technique, chargé de la mise en œuvre de la compétence, en précisant la zone géographique concernée (si celle-ci n'est pas déjà mentionnée dans l'intitulé de l'autorité compétente identifiée en en-tête).
Cet intitulé pourra se décliner pour le responsable de l'entité, quand il s'exprime en son nom propre
- **au-dessus de la signature** : la mention de la délégation indiquée explicitement le cas échéant (sauf dans le cas où le signataire, responsable de l'entité précisée dans la colonne de gauche, s'exprime en son nom propre) et la qualité du signataire (ex. « Pour le préfet et par délégation, le directeur départemental des territoires », *signé X*, avec le prénom et le nom en toutes lettres en dessous)
- **en bas de la page** : les coordonnées de l'autorité à laquelle la personne recevant le courrier peut/doit répondre

Exemples d'utilisation par les directions régionales (DR) et les directions interrégionales

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de département**

Par exemple

En-tête :

identifiant gouvernemental + préfet de xxxxx
(à décliner avec l'intitulé du département)

Colonne de gauche :

intitulé de la direction régionale
ou interrégionale de la zone géographique
concernée



Exemples d'utilisation par les directions régionales (DR) et les directions interrégionales

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de région**

Par exemple pour un direction régionale

En-tête :

identifiant gouvernemental
+ préfet de la région xxxxx
(à décliner avec l'intitulé de la région)

Colonne de gauche :

intitulé de la direction régionale concernée
ou de la direction interrégionale de la zone
géographique concernée

Par exemple pour une direction interrégionale



Exemples d'utilisation par les directions régionales (DR) et les directions interrégionales

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir de leur ministère de tutelle**

En-tête :

identifiant gouvernemental

+ ministère xxxxx

(à décliner avec l'intitulé du ministère)

Colonne de gauche :

intitulé de la direction régionale ou
interrégionale de la zone géographique
concernée

Par exemple



Exemples d'utilisation par les unités territoriales

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de département**

En-tête :

identifiant gouvernemental

+ préfet de xxxxx

(à décliner avec l'intitulé du département)

Colonne de gauche :

intitulé de la direction régionale de la zone

géographique concernée,

avec précision de l'unité territoriale concernée

Par exemple



Exemples d'utilisation par les unités territoriales

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de région**

En-tête :

identifiant gouvernemental
+ préfet de la région xxxxx
(à décliner avec l'intitulé de la région)

Colonne de gauche :

intitulé de la direction régionale concernée,
avec précision de l'unité territoriale de la zone
géographique concernée

Par exemple



Exemples d'utilisation par les directions départementales interministérielles (DDI) et les services interdépartementaux

- Quand ils interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de département**

Pour une direction départementale interministérielle

En-tête :

identifiant gouvernemental

+ préfet de xxxxx

(à décliner avec l'intitulé du département)

Colonne de gauche :

intitulé de la direction départementale concernée

Par exemple



Exemples d'utilisation par les directions départementales interministérielles (DDI) et les services interdépartementaux

Pour un service interdépartemental

Par exemple

En-tête :

identifiant gouvernemental

+ préfet de xxxxx

(à décliner avec l'intitulé du département)

Colonne de gauche :

intitulé de la direction départementale concernée,
avec précision du service interdépartemental
de la zone géographique concernée

Par exemple



Exemples d'utilisation par les préfectures

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de département**

En-tête :

identifiant gouvernemental
+ préfet de xxxxx
(à décliner avec l'intitulé du département)

Colonne de gauche :

intitulé de la préfecture,
avec précision du service concerné

Par exemple



Exemples d'utilisation par les préfetures

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de région**

En-tête :

identifiant gouvernemental
+ préfet de la région xxxxx
(à décliner avec l'intitulé de la région)

Colonne de gauche :

intitulé du service concerné

Par exemple



Cas d'utilisation par les services dépendants des préfets de zone

En-tête :

identifiant gouvernemental
+ préfet de la zone xxxx
(à décliner avec l'intitulé de la zone)

Colonne de gauche :

intitulé du service concerné

Par exemple



Exemples d'utilisation par les agences régionales de santé

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de département**

Par exemple

En-tête :

identifiant gouvernemental

+ préfet de xxxx

(à décliner avec l'intitulé du département)

Colonne de gauche :

intitulé de l'agence régionale de santé
de la zone géographique concernée,
avec précision de la délégation territoriale
concernée



Exemples d'utilisation par les agences régionales de santé

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de région**

Par exemple

En-tête :

identifiant gouvernemental
+ préfet de la région xxxx
(à décliner avec l'intitulé de la région)

Colonne de gauche :

intitulé de l'agence régionale de santé
concernée



Exemples d'utilisation par les agences régionales de santé

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir de leur ministère de tutelle**

Par exemple

En-tête :

identifiant gouvernemental

+ ministère xxxxx

(à décliner avec l'intitulé du ministère)

Colonne de gauche :

intitulé de l'agence régionale de santé
de la zone géographique concernée



Exemples d'utilisation par les services à compétence nationale

- Quand ils interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de département**

Par exemple

En-tête :

identifiant gouvernemental

+ préfet de xxxxx

(à décliner avec l'intitulé du département)

Colonne de gauche :

intitulé du service à compétence nationale
de la zone géographique concernée



Exemples d'utilisation par les services à compétence nationale

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir de leur ministère de tutelle**

Par exemple

En-tête :

identifiant gouvernemental

+ ministère xxxxx

(à décliner avec l'intitulé du ministère)

Colonne de gauche :

intitulé du service à compétence nationale concerné



Deuxième partie : Outils de communication

- **utilisation du bloc-marque** : l'identifiant gouvernemental, accompagné de l'intitulé de l'autorité compétente pour la mission concernée, sans précision de l'autorité à qui la compétence a été déléguée, ou du service chargé de sa mise en oeuvre

Exemples d'utilisation par les directions régionales (DR) et les directions interrégionales

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de département**



dimension minimale d'utilisation du bloc-marque
(hauteur 24 mm)

Exemples d'utilisation par les directions régionales ou les directions interrégionales

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de région**

Par exemple



dimension minimale d'utilisation du bloc-marque
(hauteur 24 mm)

Exemples d'utilisation par les directions régionales ou les directions interrégionales

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir de leur ministère de tutelle**

Par exemple



dimension minimale d'utilisation du bloc-marque
(hauteur 24 mm)

Exemples d'utilisation par les unités territoriales

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de département**

Par exemple



dimension minimale d'utilisation du bloc-marque
(hauteur 24 mm)

Exemples d'utilisation par les unités territoriales

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de région**

Par exemple



dimension minimale d'utilisation du bloc-marque
(hauteur 24 mm)

Exemples d'utilisation par les directions départementales interministérielles (DDI) et les services interdépartementaux

Par exemple

- Quand ils interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de département**



PRÉFET DE LA DRÔME



PRÉFET DE LA DRÔME

dimension minimale d'utilisation du bloc-marque
(hauteur 24 mm)



PRÉFET DES LANDES



PRÉFET DES LANDES

dimension minimale d'utilisation du bloc-marque
(hauteur 24 mm)



PRÉFET DU CHER



PRÉFET DU CHER

dimension minimale d'utilisation du bloc-marque
(hauteur 24 mm)

Exemples d'utilisation par les préfectures

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de département**

Par exemple



dimension minimale d'utilisation du bloc-marque
(hauteur 24 mm)

Exemples d'utilisation par les préfetures

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de région**

Par exemple



dimension minimale d'utilisation du bloc-marque
(hauteur 24 mm)

Cas d'utilisation par les services dépendants des préfets de zone

Par exemple



dimension minimale d'utilisation du bloc-marque
(hauteur 24 mm)

Exemples d'utilisation par les agences régionales de santé

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de département**

Par exemple



dimension minimale d'utilisation du bloc-marque
(hauteur 24 mm)

Exemples d'utilisation par les agences régionales de santé

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de région**

Par exemple



dimension minimale d'utilisation du bloc-marque
(hauteur 24 mm)

Exemples d'utilisation par les agences régionales de santé

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir de leur ministère de tutelle**

Par exemple



dimension minimale d'utilisation du bloc-marque
(hauteur 24 mm)

Exemples d'utilisation par les services à compétence nationale

- Quand ils interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir du préfet de département**

Par exemple



dimension minimale d'utilisation du bloc-marque
(hauteur 24 mm)

Exemples d'utilisation par les services à compétence nationale

- Quand elles interviennent dans le cadre d'une **mission relevant du pouvoir de leur ministère de tutelle**

Par exemple



dimension minimale d'utilisation du bloc-marque
(hauteur 24 mm)

Modalités d'utilisation

Pour la papeterie : seul l'identifiant gouvernemental peut être associé à l'émetteur

⇒ pas de reprise du logotype pour la papeterie, si l'autorité compétente est un ministère

Pour les outils de communication : seul l'identifiant gouvernemental peut être associé à l'émetteur

⇒ aucun visuel ou univers graphique ne doit venir en accompagnement

Néanmoins, dans un souci d'identification des services, pour **les outils de communication interne**, il est possible d'envisager un univers graphique (utilisation d'un code couleur par exemple), sans que celui-ci soit associé à un visuel ou à un logotype fonctionnant avec l'intitulé de l'émetteur.

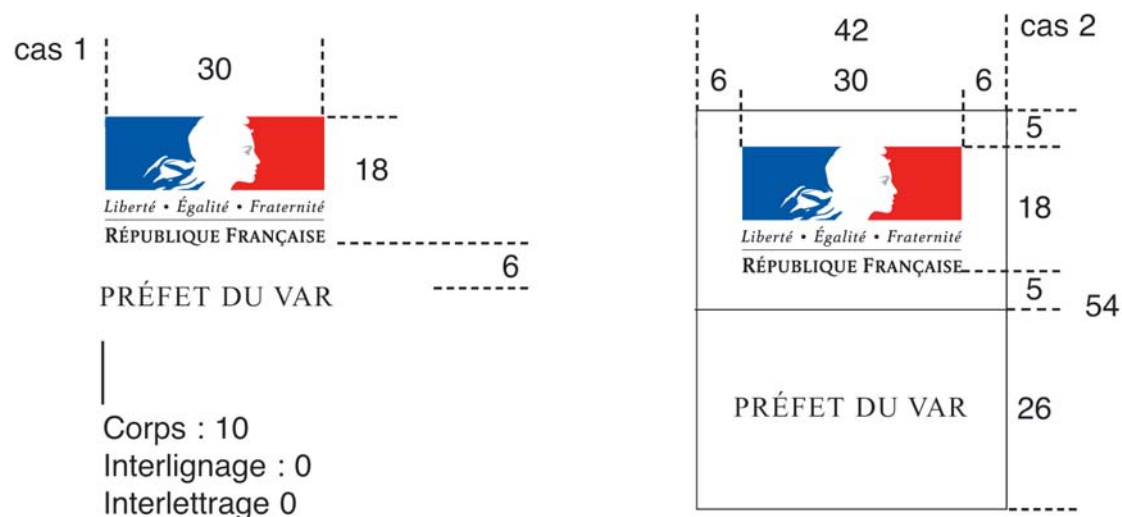
Au-delà de ces précisions, se référer à la charte graphique gouvernementale pour le détail des modalités d'application (police, articulation dans l'espace, couleur...)

A noter : l'intitulé "PREFET DE XXXXX" doit être en corps 10, sans interlignage, ni interlettrage.

L'intitulé "MINISTERE DE XXXX" reste comme indiqué dans la charte graphique gouvernementale en corps 11, sans interlignage, mais avec un interlettrage de 10.

Déclinaison territoriale

Par exemple :



Évolution de la charte graphique gouvernementale

Avril 2010

